

Botswana

Jumanda Gakelebone

Robert K. Hitchcock,

Le gouvernement du Botswana ne reconnaît aucun des groupes ethniques qui se trouvent dans le pays comme autochtone; il affirme que tous les citoyens du pays sont des autochtones. Cependant, le pourcentage de la population au Botswana qui se considère comme autochtone est de 3,4%, y compris les groupes San (connu au Botswana comme les Basarwa): en Juillet 2012, ils comptaient environ 57 000 personnes. Les San au Botswana ont été traditionnellement considérés comme des chasseurs-cueilleurs. En fait, aujourd'hui, la grande majorité d'entre eux sont des petits agro-pasteurs, et des gens avec des économies mixtes qui résident dans les zones rurales et urbaines, en particulier dans le désert du Kalahari et dans la partie orientale du pays. Les San au Botswana sont divisés en un grand nombre de groupes, chacun avec leur propre nom; la plupart d'entre eux parlent leur propre langue maternelle Certains de ces groupes comprennent les Ju/'hoansi, Bugakhwe, //Anikhwe, Tsexakhwe, !Xoo, Naro, G/ui, G//ana, Tsasi, Deti, ‡Khomani, ‡Hoa, //Xau‡esi, Shua, Tshwa, Danisi et /Xaisa. Les San sont parmi les personnes les plus pauvres et les plus défavorisés au Botswana, avec un grand pourcentage d'entre eux vivant en dessous du seuil de pauvreté.

Dans le sud du pays se situent les Balala, au nombre d'environ 1600, dans le District du Sud (Ngwaketse) et dans le District de Kgalagadi. Il y a aussi des Nama, qui sont environ 1900; ils parlent une langue Khoekhoe, et habitent également dans la Namibie et l'Afrique du Sud. La majorité des San, Nama et Balala au Botswana résident dans la région du Désert du Kalahari. Le Botswana est signataire de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, mais il n'y a pas de lois spécifiques sur les droits des peuples autochtones au Botswana, et le concept de peuples autochtones ne figure pas dans la Constitution.

Les Droits de l'eau

À la fin de Juillet 2012, à Xere, l'un des sites de réinstallation de la Réserve de Chasse du Kalahari Central (*Central Kalahari Game Reserve, CKGR*), les résidents ont déclarés avoir été confrontés à une grave crise de l'eau. Ils ont souligné que, le fait que les livraisons d'eau par le gouvernement ont été prises en charge par des entreprises privées a conduit à une forte réduction de la disponibilité en eau. Des plaintes similaires ont été entendues dans Ranyane et d'autres villages dans les zones reculées au Botswana.

Les problèmes d'eau dans le Kalahari central, qui ont été signalés dans les numéros précédents du *Monde Autochtone*, ont continué. Des efforts ont été faits par une organisation non gouvernementale en vue d'obtenir de l'eau dans plusieurs des

communautés de la CKGR, mais les trous de forage n'ont donné que de l'eau salée, que les gens ne pouvaient pas boire. À la fin de l'année 2012, l'eau était seulement disponible à une communauté dans la CKGR, Mothomelo, et la pompe avait des problèmes. Cela veut dire que les gens de l'ensemble des cinq communautés actuellement occupés dans la CKGR étaient obligés de se rendre à Mothomelo pour obtenir de l'eau, ou de quitter la réserve pour aller chercher de l'eau dans des emplacements de réinstallation, avec peu - ou même pas - de garantie qu'ils seraient autorisés à retourner à la CKGR. Les problèmes d'approvisionnement en eau se poursuivent donc, et le gouvernement refuse d'accorder des permis d'entrer dans le CKGR à des personnes, même si elles ont de la famille sur place.

Droits à la terre et aux ressources naturelles

Les questions relatives aux droits des peuples autochtones ont continué à constituer un point central des discussions et des débats publics au Botswana en 2012. Un nouveau projet de politique foncière a été dévoilé en Janvier 2012 par le Ministère des Terres et du Logement (*Ministry of Lands and Housing, MLH*). La politique a été présentée à la Chambre des Chefs (*House of Chiefs*) en Janvier, et il a été débattu au Parlement du Botswana en Juillet 2012.¹ Les principes de la nouvelle politique foncière sont les suivants: d'abord, pour que les gens obtiennent des terres, ils doivent démontrer une capacité financière et de gestion; deuxièmement, la terre sera mise aux enchères et vendue au plus offrant; et troisièmement, des terrains destinés à des projets d'implantations seront attribués à tous ceux qui en feront la demande ². Le Botswana a une superficie de 581 720 km², et celle-ci est divisée en plusieurs catégories comprenant: les terres en pleine propriété (privée; 5,7% du pays), les terres de l'État (17,4%); et les terres tribales (71%). Le projet de politique foncière s'applique aux terres tribales, et inclut les terres à bail dans les zones tribales, et ce qu'on appelle les zones de gestion de la faune (*Wildlife Management Areas*)

Il y a une incertitude sur le devenir des colonies de peuplement dans les régions éloignées, où résident un nombre considérable d'autochtones. Les colonies pour les *Remote Area Dwellers* (RAD) représentent actuellement 3.523 km², ce qui est inférieur à 0,6 % du Botswana. Les populations autochtones des colonies dans les zones reculées du nord-ouest, l'ouest et l'est du Botswana, ont été informées en 2012 qu'elles devaient quitter les lieux où elles avaient vécu – dans plusieurs cas depuis des générations – et devaient se réinstaller ailleurs. Dans un cas, Ranyane à Ghanzi District, le gouvernement a fermé leur seul point d'eau pour les obliger de partir. Les habitants de Ranyane n'ont eu aucune compensation, ni informations sur le lieu de leur réinstallation.

Le 5 mai 2012, le gouvernement du Botswana a envoyé des agents du Groupe de Soutien Spécial (*Special Support Group- SSG*) (police du Botswana) au camp de Metsiamanong, dans la CKGR. Cette décision a été prise par le gouvernement du Botswana, afin de

¹ The Botswana House of Chiefs, known officially as Ntlo ya Dikgosi, is part of the Botswana Parliament and is primarily an advisory body, having little in the way of legislative involvement and no veto power. See Republic of Botswana. 2012. Botswana Land Policy. Gaborone, Botswana: Government of Botswana.

² Gaotlhobogwe, M., 2012a: "Botswana Land Up for Auction." Mmegi wa Dikang, Vol. 13, no. 32, 27 August 2012.

contrôler ce qui a été considéré comme un cas de chasse illégale dans la réserve. Le SSG a passé du temps à chercher les gens et de les arrêter. À la fin de l'année, plus de 20 personnes, dont certaines étaient des enfants, avaient été arrêtés dans la CKGR et dans les sites de réinstallation de New Xade et Kaudwane. Il y a eu des allégations de mauvais traitements, de torture et de brutalité sur des personnes soupçonnées d'avoir des produits de chasses illégales. Certaines de ces personnes ont ensuite été poursuivies, et ont dûes payer des amendes importantes.

Le 18 Juillet 2012, une consultation a été organisée par Hana Mining Company à Mothomelo dans le Kalahari Central pour entendre les commentaires des résidents de la CKGR sur le projet d'une mine de cuivre et d'argent à Ghanzi et Ngamiland. Les réactions des communautés CKGR à ce projet ont été contradictoires. Si la mine obtient le feu vert, les activités minières vont directement affecter une partie de la nord-ouest de la réserve, près de Tau Gate. Les résidents de la CKGR sont déjà aux prises avec une mine de diamants appartenant à Gem Diamonds à Gope (*Ghaghoo*) dans la partie sud de la réserve, qui a été en exploitation depuis plusieurs années. La mine de diamants de Gem a embauché quelques personnes de la communauté de réinstallation de Kaudwane, mais les gens de Ghaghoo disent qu'ils n'ont eu aucune possibilité d'emploi à la mine.

Menaces aux programmes de gestion des ressources naturelles à base communautaire en Botswana

En mai 2012, le gouvernement du Botswana a annoncé qu'il allait prendre des mesures pour résoudre les problèmes dans la gestion des fiducies communautaire, établies en vertu des programmes de gestion des ressources naturelles à base communautaire du gouvernement. Le gouvernement a dit qu'il y avait des problèmes avec la gestion financière des fiducies, et des distributions d'avantages injustes, qui ont conduit à l'appauvrissement de certains membres de fiducies de la communauté. Les membres des fiducies communautaires, pour leur part, ont déclarés que le gouvernement voulait prendre le contrôle de leurs entreprises et de les transmettre à des entreprises privées, en déplaçant les personnes à l'écart des zones communautaires.³ Certains des fiducies communautaires, tels que Khwai Development Trust (KDT) près de la réserve de Moremi, ont réalisés des substantiels bénéfices de la location de leurs droits de chasse à des opérateurs privés organisateurs de safaris.

La fiducie pour le développement de Khwai (*Khwai Development Trust*) exploite un lodge de luxe (Tsaro Lodge) sur la rivière Khwai, qui génère plus d'un million de Pula un an et fournit des dizaines d'emplois et un revenu substantiel pour les membres de la communauté. Des membres de la communauté Khwai ont été informés qu'ils ne seraient plus en mesure de superviser la fiducie.

Des remarques similaires ont été faites aux membres de la fiducie du village de Mababe (le *Mababe Zokotsama Community Development Trust*, MZCDT), et les résidents de cette communauté ont été informés qu'ils devraient se déplacer à un autre endroit dans Ngamiland. Aucune raison n'a été donnée, ni par le gouvernement central, ni par le conseil de district du Nord-Ouest pour la relocalisation du village de Mababe.

³ Keakabetse, B., 2012: "Basarwa Trusts under Threat." Mmegi wa Dikang, Vol. 29, no. 70, 12 May 2012.

À la fin de 2012, au moins 17 communautés dans l'ouest et le centre du Botswana, y compris ceux dans le CKGR, avaient été informés par le conseil de district et des représentants du gouvernement qu'ils devraient déménager vers d'autres lieux. Les responsables gouvernementaux ont refusé de répondre quand les membres de la communauté leur ont demandé où ils devaient se rendre, s'ils recevraient des allocations de réinstallation et des compensations, et si des services seraient fournis dans des autres emplacements. Certains résidents de la communauté ont dit qu'ils devaient quitter leur région parce qu'ils étaient « dans un corridor faunique » et leur bétail perturberait l'élevage d'animaux sauvages.⁴

Une partie des terres tribales du Botswana est dans les mains des populations locales, certains d'entre eux, autochtones, mais un pourcentage croissant de la terre appartient aux sociétés privées ou des individus à qui ont été donné des baux, par des comités fonciers du district (*Districts land boards*). Il y avait des informations qui circulent sur des personnes, y compris des étrangers, qui prendraient en charge des terres à bails en échange d'argent.⁵

Un certain nombre de nouveaux propriétaires fonciers ont mis en place des barrières qui perturbent les mouvements de la faune, qui à son tour affectent la viabilité des zones de gestion des ressources naturelles à base communautaire à proximité. Les nouveaux propriétaires auraient également permis aux chasseurs de venir sur leur propriété pour chasser, en échange d'encaissements considérables.

Dans le cas des 72 ranches dans la région des terres à bail en Hainaveld, du district du Nord-Ouest (Ngamiland), juste au nord de la CKGR, une partie des locataires du ranch ont formé des *conservancies* (un territoire avec un plan de gestion commun dédié à la conservation, l'élevage de gibier et la gestion commerciale de la faune). Comme annoncé sur le web pour les acheteurs intéressés, le prix de la conservation en 2012 était plus de 3.951.150,00 \$ US pour une zone de conservation de 26 341 hectares.⁶ Des sociétés étrangères cherchaient à acheter ce terrain, et aussi des terres à bail dans diverses régions du Botswana.

On ne sait pas si oui ou non, dans l'avenir, les gens qui ont des terres à bail et des terres en pleine propriété (privée) pourraient avoir le droit de faire venir des gens pour chasser dans leurs terres. Le gouvernement du Botswana a annoncé en Juillet 2012, qui imposerait une interdiction de chasse dans le pays à partir de Janvier 2014.⁷ Une telle interdiction affectera non seulement les entreprises de safari et leurs clients, mais aussi les fiducies communautaires qui ont des accords avec des compagnies de safari. Il va également affecter ces personnes, beaucoup d'entre elles étant des autochtones et des pauvres, qui dans le passé avaient le droit d'obtenir des Licences de jeux spéciaux (*Special Game Licenses* -SGLs), permis qui vise autoriser la chasse à des personnes qui pour une partie de leur subsistance.⁸

⁴ Gaotlhobogwe, M., 2012b: "Basarwa, Bakgalagadi in another Forced Relocation." Mmegi wa Dikang, Vol. 29, no. 40, 15 March 2012.

⁵ Keoreng, E., 2012: "How Foreigners are Buying Land like Magwinya." Mmegi Wa Dikgang, Vol. 13, no. 46, 1 June 2012 and interviews of land board officials in North West District.

⁶ www.bestrealestate.com/go/en, accessed on January 18, 2013.

⁷ Gaotlhobogwe, M., 2011c: "Wildlife Hunting to Cease in Botswana." Mmegi wa Dikang, Vol. 28, no. 4, 15 July 2011.

⁸ See "Subsistence Hunting and Social Justice Issues in Botswana". www.justconservation.org, accessed on 25 January 2013.

Les peuples autochtones et d'autres ont exprimées des craintes qu'une interdiction de chasse entraîne des pertes d'emplois dans des fiducies communautaires, comme celle de Sankuyu dans le Ngamiland.⁹ La position du gouvernement est qu'une interdiction de chasse va arrêter une forte baisse de la population d'animaux sauvages dans le pays, bien que des personnes locales disent que le nombre d'animaux est stable, ou même en hausse dans certaines régions. Il est intéressant de noter qu'aucune licence spéciale pour le gibier (*Special Game Licenses*) ou permis de chasse ont été délivrés à des personnes dans la CKGR, malgré le fait que 186 demandes formelles ont été soumis à la Ministre de l'Environnement, de la Faune et du Tourisme par des résidents de la CKGR et les villages de réinstallation pendant les six dernières années. Les demandes de *Special Game Licenses* dans d'autres régions du pays n'ont pas, également, reçues de réponse du Ministère de la Faune et des Parcs nationaux. Aucune licence spéciale ou aucun permis de chasse n'ont été délivrés aux personnes résidentes dans la CKGR ou dans les colonies d'habitants des régions éloignées, alors que des centaines de licences ont été délivrées à des chasseurs non-résidents qui entrent dans le pays par le biais des compagnies de safari.

Action Internationale de plaidoyer

Ditshwanelo, le Centre Botswanais pour les Droits de l'Homme, et les organisations de défense des droits de San, *First People of the Kalahari* (FPK) et le Conseil Khwedom de Botswana (*Botswana Khwedom Council*, BKC), ont exprimés, en 2012, leurs inquiétudes concernant le traitement des personnes dans la CKGR. Un rapport a été déposé en ce qui concerne ces questions avec le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, qui fût une question posée lors de l'Examen Périodique Universel (EPU) du Botswana en Janvier 2013.

Deux San de Botswana, un représentant du BKC et l'autre de l'ONG *Kuru Family of Organisations* (KFO), ont assistés à la onzième réunion annuelle de l'Instance Permanente des Nations Unies sur les Questions Autochtones, à New York du 7 au 18 mai 2012. En collaboration avec certains San de Namibie, ils ont participé à la création du San Caucus. Le San Caucus est une organisation informelle, qui réunit tous les San d'Afrique australe pour représenter leurs intérêts.

Les droits économiques, sociaux et culturels

Les femmes et les jeunes autochtones ont été très actifs dans les différentes activités de plaidoyer et de défense des San et autres minorités, et dans les organisations de développement au Botswana en 2012. Des San et d'autres personnes membres de la *Kuru Family of Organisations* ont travaillé sur des projets d'histoire orale et sur la documentation des connaissances autochtones.¹⁰ Le Centre des Etudes San (*Centre for San Studies*) de l'Université du Botswana a continué à aider les San et les autres

⁹ Morula, M., 2012: "Hunting Ban will lead to Job Losses." Sunday Standard, online edition, 6 December 2012.

¹⁰ See Letloa Custodian Committee, 2012: Naro San Values. D'Kar: Custodian Unit, Kuru Family of Organizations and Letloa Trust.

étudiants, et à soutenir les personnes travaillant sur les questions liées aux San. L'Université du Botswana a plusieurs dizaines des étudiants San, qui étudient des sujets aussi variés que la linguistique, la sociologie, l'histoire et les sciences environnementales.

Il ya quelques San dans les postes de haut niveau dans le gouvernement du Botswana. Le gouvernement du Botswana, de sa part, s'est engagé à recruter des San pour travailler dans les ministères, les écoles, la police, l'armée et le Ministère de la Faune et des Parcs Nationaux. Des San et d'autres peuples autochtones au Botswana ont participé à des projets de recherche et développement dans tout le pays, certains en association avec les organisations de la société civile du Botswana, et des institutions académiques locales et internationales. Des San, Nama et d'autres groupes ont continué à faire pression pour l'enseignement des langues maternelles dans les écoles du Botswana, ainsi que setswana et l'anglais.

Le Kuru San Dance Festival a eu lieu le 1er Août 2012, à Dqae Qare à Ghanzi District. Le vice-président nouvellement nommé du Botswana, le Dr Ponatshego Honorius Kefhaeng Kedikilwe, était présent, ainsi que plusieurs centaines d'autres. Ce festival de danse a réuni des San, Herero, Mbukushu, Wayeyi et d'autres peuples de toute l'Afrique australe, et a fourni des occasions pour les San et les autres groupes de promouvoir leur patrimoine culturel.

Jumanda Gakelebone est un porte-parole de l'organisation de plaidoyer des San, Premières Nations du Kalahari, qui travaillent avec les San et Bakgalagadi dans la Réserve Naturelle du Kalahari Central (CKGR). (gakelebone@gmail.com)

Robert K. Hitchcock, qui a offert son assistance éditoriale à cet article, est un anthropologue américain qui est sur le conseil du Fonds des Peuples du Kalahari, une organisation à but non lucratif, travaillant pour le compte des peuples d'Afrique australe. (rkhitchcock@gmail.com)

Source : IWGIA, *The Indigenous World*, 2013.
Traduction de l'anglais par Jennifer Hays
Membre du réseau des experts du GITPA pour l'Afrique